

Les passeurs de Cherbourg (Christophe Boltanski)

Chasse à l'homme dans la rade

Ils ont fui leur pays, la guerre, la misère. Ils se retrouvent dans le port du Cotentin, en attendant un passeur pour l'Angleterre. Cherbourg, nouveau Sangatte ?

L'homme vient de surgir de l'obscurité. Il pénètre lentement dans le port presque désert. A la vue d'une voiture de police, il ne déguerpit pas. Bien au contraire. Il va à sa rencontre et apostrophe ses occupants. Il a aperçu des Asiatiques marcher vers la zone fret. *«Pourquoi vous les laissez passer et pas nous ?»*, demande-t-il à la patrouille. Il a confondu des marins philippins avec ses compagnons d'infortune. Renseignements pris, il retourne sur ses pas. *«V'là qu'ils se dénoncent entre eux !»*, rigole un agent.

A Cherbourg, les clandestins qui par dizaines tentent de gagner l'Angleterre ne se cachent pas. Ils n'évitent même pas le contact avec ceux qui ont pour mission de les traquer. Pour quoi faire ? Sitôt arrêtés dans l'enceinte portuaire, ils sont pour la plupart reconduits en ville et relâchés. Chaque nuit, ils essaient à nouveau d'embarquer sur un des ferries à destination de Poole ou de Portsmouth. Ils escaladent ou percent les grillages, aplatissent les fils barbelés avec des couvertures, ils se glissent dans des semi-remorques, se blottissent dans des caisses, ils courent parmi les rochers et les algues, parfois au péril de leur vie.

Un peu plus tôt dans la soirée, deux réfugiés irakiens se sont dissimulés sous les essieux d'un camion arrêté à la station-service, juste à l'entrée du port. Le véhicule, au lieu de prendre la direction du terminal, est reparti vers le centre. Pris de panique, ses passagers clandestins ont sauté en marche. *«A l'heure qu'il est, ils sont à l'hosto»*, annonce un officier de la PAF, la police de l'air et des frontières. Ils sortiront au petit matin avec des contusions, mais pas de fracture. *«Ca a refroidi les autres. Quand il y a eu l'accident, ils étaient une quinzaine à vouloir entrer, déclare le gradé. On leur a dit défaire attention, de se calmer pour ce soir. Autrement, s'il n'y avait pas eu ça...»*

Qu'importe. Ils recommenceront. Ils sont déterminés. *«On est prêts à rester ici un an, trois ans. Le temps qu'il faudra jusqu'à ce qu'on passe»*, prévient Nayef. Autour de lui, ses cinq amis opinent. Assis dans l'herbe devant le siège d'une association humanitaire, la Chaudrée, ils attendent de recevoir leur unique repas de la journée. Tous connaissaient les deux victimes. Des Kurdes d'Irak, comme eux. Ils viennent d'un même village, près de Kirkouk, théâtre de massacres quasi quotidiens. Electricien, coiffeur, chauffeur de bus, ouvrier en bâtiment, âgés de 16 à 20 ans, ils ont fui une guerre qui n'était pas la leur. *«Si on n'avait pas peur de mourir en Irak, on ne serait pas ici !»*, s'écrie l'un d'eux qui a perdu son père et sa mère dans une explosion de voiture.

Ils ont erré des mois à travers l'Europe avant d'échouer dans cette sous-préfecture du Cotentin. Pour leur voyage, certains ont payé jusqu'à 16 000 dollars à différents passeurs. Le plus jeune a rejoint la Turquie après une semaine de marche par les montagnes. Ils n'ont qu'un but : le Royaume-Uni, une contrée dont ils ne parlent pas la langue et où ils ne connaissent personne. Un eldorado qui ne cesse de durcir sa politique d'immigration, mais que leurs «guides» continuent d'exalter. *«Là-bas, ils*

accordent le droit de vivre», dit Nayef. Ils savent aussi que «la France ne donne pas de papiers», ou si peu.

Alors, la journée, ils tentent de dormir dans leur camp de fortune, planté sur la montagne du Roule qui domine la rade de Cherbourg, et la nuit venue ils partent à l'abordage. Tout au long de 6 kilomètres de barbelés, ils doivent jouer à cache-cache avec les 65 policiers de la PAF, équipés d'un système de vidéosurveillance flambant neuf, et depuis peu avec une trentaine de CRS, des agents de sécurité privés et des maîtres-chiens qui procèdent à la fouille des camions aux embarcadères. A l'intérieur de la gare maritime, ils sont pourchassés inlassablement. Une fois dehors, ils n'existent pas. Des fantômes. Conformément à la convention de Genève, ils ne peuvent pas être reconduits dans un pays en guerre. Ils ne demandent pas non plus l'asile en France. Ce sont des «ni-ni», ni régularisés ni expulsés. *«Ces gens- là ne sont pas autorisés à rester sur notre territoire et n'ont le droit d'aller nulle part. Alors quoi ? On va attendre qu'il leur pousse des ailes ? s'exclame Paul Gaillard, un prêtre-ouvrier qui, avec son association Itinérance, vient en aide aux réfugiés. En fermant le camp de Sangatte [Pas-de-Calais], en 2002, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a multiplié ailleurs sur la côte les petits Sangatte. Il n'a rien réglé.»*

Le tribunal de Cherbourg croule sous les dossiers de garde à vue. Près de 700 depuis le début de l'année, uniquement pour les étrangers en situation irrégulière. La police interpelle systématiquement *«les primo-arrivants»* pour les identifier. Parfois, à l'issue de leurs quarante-huit heures de détention, et lorsqu'il plane un doute sur leurs origines, elle les expédie en centre de rétention. Le plus près, celui de Rennes, inauguré début août, est déjà plein à craquer. Il y a un an, des clandestins ont été envoyés au centre de Toulouse, par bus entiers, même par avion. Beaucoup sont revenus un mois plus tard à Cherbourg, la seule porte de secours qu'ils connaissent. Une fois fichés, ils savent qu'ils ne seront plus arrêtés. *«Si on les pince, on les évince juste du port. On sait qu'une heure après on les retrouvera»,* reconnaît-on à la PAF.

Cet été, la tension était au plus haut. Le 12 juillet, un touriste portugais a ouvert le feu et blessé un Afghan. Des batailles rangées ont opposé routiers et clandestins à coups de crics et boulons. *«J'ai là quatre courriers de transporteurs qui menacent de quitter Cherbourg, déclare Marie-Thérèse Chauvin, directrice de Brittany Ferries. Car leurs marchandises ont été abîmées et refusées à la livraison. Le mois dernier, des clandestins sont montés dans un camion de poussins. Je ne vous dis pas le carnage !»* Outre les déprédations, les retards, les autorités britanniques mettent le camionneur et la compagnie maritime à l'amende. 2 000 livres chacun. Il faut aussi payer l'escorte policière pour le retour du sans-papiers en France. 700 livres.

Le député-maire socialiste, Bernard Cazeneuve, avoue son impuissance. Il vient d'expulser les clandestins d'un terrain municipal qu'ils occupaient, leur quatrième squat en cinq ans. *«Je veux montrer que cela ne réglera rien. Demain, ils iront ailleurs.»* Une démonstration par l'absurde adressée à un Etat qui *«déploie une énergie considérable pour ignorer le problème»,* mais aussi aux passeurs, toujours prêts à s'engouffrer dans la brèche. *«Ne rien faire, dit l'élu, c'est leur envoyer le signal que Cherbourg est une bonne destination.»*

Dans ce port transformé en cul-de-sac, l'activité de passeur est en plein essor. Des réfugiés de longue date se muent en petits trafiquants, souvent faute de mieux. Ils monnaient auprès des nouveaux leur

expérience. Ils vont les chercher au train, gèrent les flux dans le squat, prélèvent leur dîme en échange d'une place sous une tente. Ils organisent des petits groupes armés de cutters pour découper les bâches et les lancent à l'assaut en différents points du port. Ils connaissent les horaires des escales et des patrouilles. *« Ils savent tout, confirme Marie-Thérèse Chauvin. Après l'arrivée des CRS, on a été tranquille deux, trois jours. Puis ils ont compris quand ils tournaient. »*

Parfois, leurs clients se rebiffent. En octobre 2005, deux Erythréens et une Somalienne n'hésitent pas à se plaindre à la PAF. Ils avaient versé entre 200 et 500 euros contre la promesse d'un passage en Angleterre. L'opération ayant échoué, ils veulent être remboursés. L'enquête conduit un an plus tard à l'arrestation de trois passeurs, des Kurdes irakiens. Ils vivent en appartement, possèdent une batterie de téléphones portables. Leurs compagnes françaises, devenues depuis leurs épouses, touchent l'argent des mandats envoyés de l'étranger. 15 000 euros, au total. Les trois hommes viennent d'être condamnés à deux ans de prison ferme. Leurs conjointes à six mois avec sursis. Tous font appel. *« Ils n'étaient qu'un maillon de la chaîne, insiste l'avocate d'un des prévenus, M^e Ingrid Desrues. La tête pensante du groupe est en fuite. »*

La frontière avec le monde des passeurs est vite franchie. Parmi les réfugiés, tout le monde connaît Bakhtiar. Il leur distribue des cigarettes, donne les dernières infos. Son téléphone portable ne cesse de sonner. Originaire de Baqouba, au nord de Bagdad, il erre depuis cinq ans en France. Sa famille, bien que kurde, collaborait avec le régime de Saddam. Treize des siens ont été tués. Le crâne rasé, un filet de barbe, il porte un bras artificiel et traîne sa jambe. *« J'ai essayé plusieurs fois de passer en Angleterre. Les autres ont réussi, moi, je ne peux pas courir. »* Contrairement à ses compatriotes, Bakhtiar redoute la police : *« Il suffit que vous aidiez les gens pour être soupçonné. »* Il a demandé l'asile politique. En vain.

Christophe Boltanski
Le Nouvel Observateur

<http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2241/...>

lundi 19 novembre 2007.